



## Emplois contre pollution? Le dilemme de Youngstown face à l'industrie pétrolière

Les USA défavorisés en proie au gaz de schiste, 4e volet

Par [Olivier Petitjean](#)

Mondialisation.ca, 28 février 2016

[multinationales.org](http://multinationales.org) 13 novembre 2015

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Environnement](#), [Pétrole](#), [Gaz de schiste](#), [Énergie](#), [Transnationales](#)

Malgré les problèmes environnementaux qui ont accompagné l'arrivée de l'industrie du gaz de schiste, une partie de la population de Youngstown continue à s'accrocher aux promesses de développement économique brandies par l'industrie pétrolière. L'usine récemment inaugurée dans la ville par le groupe français Vallourec – qui a déjà commencé à supprimer des emplois – illustre ces espoirs et leurs limites. Quatrième et dernier volet de notre reportage dans l'Ohio.

Séismes, déversements toxiques, accidents... Youngstown et ses environs subissent de plein fouet les multiples impacts environnementaux de l'industrie du gaz de schiste (voir les volets précédents de cette enquête [ici](#), [ici](#) et [là](#)). Ce qui n'a pas manqué de susciter un mouvement local d'opposition, qui a organisé – parfois avec l'appui de jeunes militants venus d'universités de la région – des actions de blocage de sites de *fracking* ou d'injection. Mais face à des dirigeants politiques favorables à l'industrie pétrolière et à une opinion publique locale qui s'accroche aux promesses d'emploi, comment mettre un frein à l'invasion du schiste ?

Un peu partout aux États-Unis, des municipalités, des comtés et même des États (comme ceux de New York ou du Maryland), ont ainsi cherché à fermer la porte à l'industrie en interdisant la fracturation hydraulique sur leur territoire ou en édictant de nouvelles règles de zonage dans le but d'entraver sa progression [1]. Les firmes pétrolières n'ont pas manqué de réagir, en faisant valoir que seules les agences d'État, non les collectivités locales, avaient autorité pour les réguler. Dans des États comme le Texas ou le Colorado, elles ont saisi la justice pour faire annuler ces mesures locales, et souvent obtenu gain de cause [2]. Dans l'Ohio, les autorités de l'État avaient pris les devants dès 2004, en adoptant une nouvelle loi qui retirait aux comtés et aux villes tout droit de regard sur les concessions pétrolières et gazières.

« Déclaration des droits »

Cela n'a pas empêché les résidents de Youngstown opposés au gaz de schiste, comme Susie et Raymond Beiersdorfer, d'exiger de leurs élus locaux qu'ils adoptent une ordonnance limitant les opérations d'injection et de fracturation hydraulique, sur le modèle de ce qu'avaient fait d'autres villes de l'Ohio et d'ailleurs. Après avoir essuyé un refus catégorique, ils se sont lancés, avec le soutien d'une organisation nationale appelée le [CELDF](#) (Community Environmental Legal Defense Fund), dans la rédaction d'une

« Déclaration des droits de la communauté » (*Community Bill of Rights*) affirmant solennellement le droit souverain des citoyens de Youngstown à se protéger, eux-mêmes et leur environnement, face à l'industrie du gaz de schiste et de l'injection et à ses impacts [3].

Comme la constitution locale de Youngstown en offre la possibilité, la « déclaration des droits » élaborée par les militants anti-gaz de schiste a été soumise au suffrage populaire à plusieurs reprises en 2013 et 2014. Elle a été chaque fois rejetée, avec des marges allant de 8 à 17%. L'establishment démocrate de la ville et de l'État a pesé de tout son poids, notamment auprès de la population noire, pour que l'initiative soit rejetée. Sans se décourager, les militants ont fait une nouvelle tentative le 4 novembre 2015 – et, cette fois, il n'ont perdu que par une marge de [moins de 3%](#). La Commission électorale locale avait initialement refusé l'inscription de cette proposition au scrutin, sans fondement juridique ; il a fallu saisir la Cour suprême de l'Ohio pour lever l'obstacle.



Les habitants de la bourgade voisine de Niles avaient quant à eux, approuvé en 2013 une proposition similaire visant protéger la ville de la fracturation hydraulique et des puits d'injection. Mais l'industrie a déployé une large campagne de relations publiques localement et la mesure [a fini par être abandonnée](#). Quelques mois plus tard à peine – ce que les résidents opposés au gaz de schiste comme John Williams considèrent comme une punition délibérée – le premier puits d'injection faisait son apparition à Niles, « à 150 mètres d'une école construite en briques, comme la plus grande partie des bâtiments de la ville. Que va-t-il se passer en cas de séisme ? Initialement, ils voulaient même mettre un bassin de décantation des eaux usées à ciel ouvert ! »

L'industrie sait aussi s'acheter des alliés. À Vienna, selon John Williams, l'entreprise Kleese a payé une nouvelle église et a équipé les forces de l'ordre municipales de fusils d'assaut flambant neufs. « Depuis, aussi bien la communauté religieuse concernée que les policiers ont changé totalement d'attitude à notre égard. » La plupart des dignitaires de la ville et de l'État font front uni derrière l'industrie du gaz de schiste. Susie Beiersdorfer a perdu pendant un an et demi son poste contractuel à l'université locale, après avoir été prévenue qu'elle ferait mieux de s'opposer moins ouvertement au gaz de schiste parce que cela nuisait à l'image de son établissement. (Elle a été réintégrée depuis.)



## Traumatisme économique

Surtout, malgré tous les incidents et les effets en cascade induits par le gaz de schiste à Youngstown, une bonne partie de la population continue à s'accrocher aux promesses de l'industrie, qui ne se prive pas de jouer sur la nostalgie des années d'opulence et sur le traumatisme de la désindustrialisation. Contrairement à d'autres villes plus importantes de la « Rust Belt » comme Cleveland ou Pittsburgh, également touchées de plein fouet par la désindustrialisation mais qui ont su partiellement rebondir en misant sur d'autres secteurs d'activité, Youngstown n'a pas vraiment fait son deuil de l'époque où elle était le troisième producteur d'acier du pays.

Les habitants de la ville renvoient volontiers à ce propos à « Youngstown », une chanson de Bruce Springsteen qui chronique l'ascension et la chute de l'industrie sidérurgique dans la ville [4]. Son refrain (*My sweet Jenny, I'm sinkin' down / Here darlin' in Youngstown* – « Ma chère Jenny, je coule / Ici ma chérie à Youngstown ») fait référence à la fermeture de la

Jeanette Blast Furnace, le haut-fourneau emblématique de la ville, en 1977.

Depuis, les élus de Youngstown cherchent désespérément les voies du redressement économique. Pendant un temps, le filon a été la construction de prisons [5]. D'autres options ont été envisagées, comme l'installation de certaines industries de pointe. Puis est arrivé le gaz de schiste, en se présentant comme un énième chevalier blanc venu sauver la ville. « *Les milieux économiques délaissent totalement ces gens, sauf quand ils ont besoin de leur soutirer quelque chose. Quand il y a autant de pauvreté, l'industrie peut se permettre de faire des promesses extravagantes, pour mettre le pied dans la porte,* déplore Ted Auch, de FracTracker. *Les gens ici savent très bien que les booms de ce type sont généralement suivis d'un déclin rapide. Ils en ont fait l'expérience plusieurs fois : avec le bois, avec le charbon, avec l'acier, et maintenant avec le gaz de schiste. Mais ils se disent que peut-être cette fois ce sera différent.* »



« Salut à vous tous les frackers »

Un panneau publicitaire placé à l'entrée de la ville par une agence immobilière locale, « *Hey, all you frackers* » (« Salut à vous tous les frackers ») résume l'ambiance quasi euphorique qui régnait dans les milieux économiques locaux à l'arrivée des compagnies pétrolières. Celles-ci ne se sont pas privées de présenter le gaz de schiste comme une source intarissable d'emplois directs et indirects dont tout le monde allait profiter.

Dans ce contexte, aucune annonce n'aura suscité autant d'espoir à Youngstown que celle de la construction d'une toute nouvelle usine – présentée comme la première depuis 50 ans dans la ville – par l'entreprise parapétrolière française Vallourec. Son inauguration en juin 2013 a été largement présentée, aussi bien en France qu'aux États-Unis [6], comme un exemple de la « réindustrialisation » permise par le gaz de schiste : grâce au groupe français, le gaz de schiste allait non seulement générer des emplois indirects de fournisseurs divers ou de restaurateurs, mais aussi de vrais emplois d'ouvriers, dans une vraie usine, comme durant l'âge d'or de la ville ! « *Beaucoup de monde ici continue à espérer que les industries vont revenir et que tout va recommencer comme avant* », soupire Susie Beiersdorfer.

Le nouvel établissement de Vallourec est d'ailleurs situé sur l'ancien site de l'usine Youngstown Sheet & Tube, dont tout le monde ici se souvient comment elle a licencié abruptement ses 1400 ouvriers en septembre 1977. Le quartier de Brier Hill, de l'autre côté de la route, était autrefois densément peuplé, notamment d'immigrés italiens qui descendaient chaque matin la colline pour venir travailler dans les aciéries et les hauts-fourneaux. Aujourd'hui, un grand nombre de maisons abandonnées et dilapidées ont été détruites, et celles qui restent apparaissent clairsemées au milieu d'un paysage de parcelles vides, où l'herbe et les arbres dominent.

La nouvelle usine, qui fabrique des tuyaux sans soudure pour l'industrie gazière et pétrolière – plus efficaces pour prévenir les fuites, mais aussi plus chers – a créé en tout 350 nouveaux emplois. Selon le PDG du groupe Philippe Crouzet, Vallourec a reçu pas moins de 10 000 candidatures de résidents locaux : « *On a dû réunir les gens dans un stade* [7]. » Mais ce que l'on ne précise généralement pas, c'est que Vallourec a aussi bénéficié pour la construction de cette usine [d'aides publiques directes et indirectes](#) évaluées à 4,25 millions de dollars.



## Une « réindustrialisation » précaire

Beaucoup doutent pourtant que le gaz de schiste soit un pourvoyeur d'emploi viable pour les habitants de la région – et, en tout cas, certainement pas dans les proportions promises par l'industrie. Il s'agit plutôt d'emplois indirects induits par l'arrivée de l'industrie, comme celui de chauffeur de camion. Pour Ted Auch, les emplois créés pour les habitants de Youngstown sont « *tout en bas de l'échelle* ». Ce sont aussi les premiers emplois à partir en cas de difficultés économiques.

La crise que traverse l'industrie du schiste en raison de la chute des prix du pétrole et du gaz a d'ailleurs conduit Vallourec à commencer à supprimer des emplois quelques mois à peine après l'inauguration de sa nouvelle usine : d'abord un arrêt de travail de trois semaines en février 2015, puis un plan de suppression d'entre 60 et 80 emplois en juillet. De nouvelles coupes dans les effectifs viennent juste d'être [annoncées](#). Malheureusement pour eux, les ouvriers de Vallourec, apparemment trop heureux de trouver un emploi, avaient accepté [de ne pas se doter de représentation syndicale](#)...

Les difficultés actuelles de Vallourec ne sont pas limitées à l'Ohio, puisque le groupe a annoncé un février dernier la suppression de 1400 emplois dans le monde, soit 7% de ses effectifs. D'autres entreprises de la région ont également réduit leurs main d'œuvre, ou leurs ambitions, en attendant des jours meilleurs.

## L'éternel retour de l'industrie pétrolière ?

Mais si le développement du gaz de schiste semble se ralentir en raison de la crise économique que traverse actuellement l'industrie, cela ne suffit pas à rassurer les militants locaux. Que ce soit pour s'en réjouir ou s'en plaindre, beaucoup de gens dans la région sont d'accord pour considérer que ce n'est qu'un répit temporaire, et qu'une fois la crise passée, les affaires repartiront de plus belle. « *Même si tous les petits acteurs de l'industrie du gaz de schiste font faillite, ExxonMobil arrivera pour tout racheter à un prix défiant toute concurrence, comme ils l'ont toujours fait* », explique Ted Auch. D'autant que les autorités de l'Ohio gardent la porte grande ouverte : la taxation sur les activités d'extraction d'hydrocarbures n'y est que de 0,5%, alors que même au Texas, État pétrolier par excellence, elle est de plus de 10%.

D'autres menaces se profilent à l'horizon, comme le développement de la technique d'extraction dite d'*enhanced oil recovery* (« récupération assistée du pétrole ») ou EOR), qui consiste à injecter des fluides dans des gisements de pétrole ou de gaz anciens et quasi épuisés, pour en extraire les dernières poches d'hydrocarbures restées jusque là inaccessibles. L'utilisation à grande échelle de cette technique de l'EOR dans l'Oklahoma a entraîné une multiplication des tremblements de terre. Résultat : cet État a désormais dépassé la Californie pour devenir l'État américain présentant la plus importante activité sismique [8] ! Or c'est précisément dans l'Ouest de l'Ohio que John D. Rockefeller avait posé les bases de son empire pétrolier, dans les années 1860 et 1870. Tous les gisements quasi épuisés qu'il a laissés derrière lui sont encore là. L'industrie pétrolière n'en a pas fini avec l'Ohio.

Olivier Petitjean

Photos : Wikimedia CC (ancienne usine de Youngstown) ; campagne Protect Youngstown ; Patti Haskins CC (ancienne carte postale) ; campagne Protect Youngstown (panneau Hey frackers) ; OP (entrée de l'usine Vallourec et tubes stockés en plein air).

Volets précédents :



[Youngstown, Ohio : les USA défavorisés en proie à l'industrie du gaz de schiste](#)



[Comment la fracturation hydraulique pollue l'eau des villes et des campagnes américaines](#)



[USA - Où vont les eaux usées et les déchets du gaz de schiste ?](#)

[1] Voir une liste des collectivités ayant interdit la fracturation hydraulique sur leur territoire [ici](#).

[2] Voir [ici](#).

[3] Voir le texte de cette Déclaration [ici](#).

[4] Sur l'album de 1995 *The Ghost of Tom Joad*, à écouter [ici](#) sur You Tube.

[5] Youngstown abrite le Ohio State Penitentiary ainsi qu'une prison privée, le Northeast Ohio Correctional Center, théâtre d'une émeute en août 2014.

[6] Lire cet article de [Challenges](#) et celui-ci du [New York Times](#).

[7] Cité par *Challenges*.

[8] Voir [ici](#) et [là](#).

La source originale de cet article est [multinationales.org](#)  
Copyright © [Olivier Petitjean](#), [multinationales.org](#), 2016

---

Articles Par : [Olivier Petitjean](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)